

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0, 50 F.

SAMEDI 12 FEVRIER 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - P

EDITORIAL MARTINIQUE VIVE LA LUTTE DES ELEVES INFIRMIERS!

La grève des élèves infirmiers continue. Les élèves réclament la réintégration de deux de leurs camarades expulsés de l'école sans même l'ombre d'une raison sérieuse. En réalité, derrière tout le fatras de mauvaises raisons et de mensonges de la directrice de l'école, il y a que bien des choses ne vont pas dans cet établissement. On reproche précisément aux élèves d'avoir eu une attitude respectable et digne en face des problèmes graves qui surgissent dans l'apprentissage de leur métier.

Que des élèves refusent de soigner - vu les conditions de manque d'hygiène à l'hôpital - une enfant saïne après avoir soigné un enfant contagieux, en montrant le risque que l'on fait prendre au premier (et à l'élève elle-même), voilà qui est trop pour une directrice-adjoint.

Que des élèves dénoncent le manque de matériel qui conduit à piquer plusieurs malades avec la même seringue... cela aussi c'en est trop!

Les élèves ont dit la vérité sur les conditions scandaleuses de soin qui règnent à l'hôpital. Pour cela on veut leur faire sentir qu'à l'avenir il leur faudra tenir leur langue.

Mais déjà leur dénonciation a eu un résultat positif. Car elle a été reprise par la presse, par tous ceux qui ont à cœur de dénoncer ce genre de scandale.

Et pour ce qui est de la réintégration de leurs camarades, les élèves ont reçu l'appui de plusieurs syndicats, des jeunes des lycées, des enseignants et des surveillantes mêmes du centre hospitalier de Fort-de-France.

La direction - le directeur du centre et la directrice de l'école - est de plus en plus isolée. Elle ne peut que céder devant la montée des protestations et la détermination des élèves-infirmiers.

Ceux-ci, dès le début du conflit, ont eu à faire face à bien des problèmes et ils les ont résolus parce qu'ils étaient organisés. Ils ont mis sur pied un comité de grève démocratiquement élu. Et c'est ce comité qui a dirigé jusqu'ici leur lutte.

Aujourd'hui chacun - à l'école d'infirmiers - serre les dents pour franchir les derniers obstacles avant le succès complet de la lutte. Car il ne peut en être autrement.

L'arbitraire ne devra pas triompher.

""""""
""""""

BAIMBRIDGE: UN ELEVE GRAVEMENT BLESSE PAR UNE AUTOMOBILE: les responsables sont ceux qui nous dirigent

Le mardi 8 février, un élève du C.E.T. de Baimbridge se faisait renverser par une voiture à peu près à 150 mètres du lycée. Transporté aussitôt à l'hôpital général, il est toujours dans un état comateux et le médecin traitant se refuse pour l'instant à faire un quelconque pronostic quant à ses chances de survie. Cet accident survient au moment même où les élèves de la cité scolaire de Baimbridge sont en action pour protester contre l'insécurité qui règne aux abords de cet établissement. Il vient comme un fait exprès donner raison aux élèves en lutte depuis maintenant 5 jours.

Pourtant un tel accident était prévisible. A maintes reprises les différentes administrations concernées et responsables avaient été prévenues par les organisations syndicales et les différents conseils d'établissement, du danger qu'il y avait de faire passer une route à grande circulation devant plusieurs établissements sco-

lares accueillant plusieurs milliers d'élèves. En dépit de nombreuses démarches, ni l'équipement, ni la préfecture, ni même les municipalités intéressées (P-à-P et Abymes) n'ont fait quoi que ce soit pour assurer un minimum de sécurité aux élèves et aux personnels fréquentant ces principaux établissements. Ce n'est donc point l'automobiliste qui a renversé l'élève qui est responsable de cet accident. Les responsables ce sont tous ceux qui nous dirigent et qui ont la haute main sur l'équipement en Guadeloupe, à savoir le Préfet lui-même et la direction de l'équipement et en dernier ressort les responsables de l'éducation eux-mêmes qui se sont faits les complices des autorités compétentes en faisant le plus grand silence autour de cette question.

C'est donc à tous ses gens là qu'il convient maintenant de demander des comptes.

MARIGOT (MORDE) :

METTRE RENARD

AU PAS !

Nous publions ci-dessous un extrait du communiqué du G.R.S. dénonçant les violences physiques dont leurs militants ainsi que ceux du Parti Socialiste ont été victimes au Marigot.

Nous nous associons à cette dénonciation des agissements du sieur Renard, maire de la commune du Marigot.

" COMMUNIQUE DE PRESSE "

" NON A LA VIOLENCE REACTIONNAIRE "

" Dans la soirée du samedi 5 février, au quartier Dominante du Marigot, une trentaine d'individus ont assiégé le local de la cellule René ILMANY du GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE où se tenait une réunion privée. Un projectile lancé par l'un d'eux, Marcel BISET, a atteint à l'épaule Victor DRAME, dirigeant du G.R.S. provoquant une blessure nécessitant un arrêt de travail de 6 jours.

Un peu plus tard, vers 20 h. 30, les mêmes individus, visant toujours les opposants politiques au maire, Michel REIARD, coupent les pneus d'une vingtaine d'automobiles garées à proximité du domicile du Docteur LISE qui tenait également une réunion.

Dès le lendemain, Dimanche 6, le G.R.S. organise la distribution d'une feuille ré-
(Suite en PAGE 2)

GUADELOUPE

GREVE A LA S.I.G.

Depuis plusieurs jours, les employés de la SIG sont en grève. Ils veulent améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires. Nous informerons plus complètement nos lecteurs de cette lutte des travailleurs dans notre édition de mercredi prochain.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

2^{ème} supplément au mensuel N° 71

MARTINIQUE

(suite)

gionale qui dénonce les événements de la soirée. A ce moment surviennent des employés municipaux dont Paul MARTINI, Raoul MIRZA, André FLEURAL qui ont participé à l'agression de la veille. Ils tentent d'arracher des mains des gendarmes une déposition que venait de faire Victor DRAME. Les gendarmes invectivés, bousculés, injuriés par ces mêmes individus, prennent le parti de quitter les lieux, laissant ainsi les mains libres à Paul MARTINI armé d'un rasoir, à André FLEURAL lequel se met à pourchasser les photographes du NAIF.

Les coupables sont tous connus. Il s'agit essentiellement d'employés municipaux et du syndicat des eaux du nord. Leur chef est également connu. Il s'agit de Michel RENARD, maire de la commune et conseiller général.

MARTINIQUE

GRÈVE DES ÉLÈVES-INFIRMIERS:
Dans les hôpitaux, un mouvement
de solidarité se prépare

Jeudi, les personnels des hôpitaux de Fort-de-France étaient appelés par la CGTM-SANTÉ, à se préparer à la lutte pour aider les élèves-infirmiers à faire réintégrer leurs camarades renvoyés.

Toute la journée, étaient prévues des discussions pour informer et convaincre les hésitants de la nécessité de cette solidarité effective des travailleurs du centre hospitalier vis-à-vis des élèves.

Il s'agissait d'expliquer que l'arbitraire qui touche aujourd'hui les élèves peut demain frapper aussi n'importe quel travailleur des hôpitaux.

Gageons que les travailleurs hospitaliers comprendront sans mal où soit leur intérêt et leur devoir.

Cité scolaire de
Baimbridge: les élèves
en grève depuis le 7 février

Depuis le lundi 7 février les élèves de Baimbridge ont entamé un mouvement de grève illimitée pour protester contre l'insécurité qui règne aux abords de l'établissement.

Le mardi 8, une manifestation rassemblait plusieurs centaines de lycéens et de collégiens dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Au moment où nous écrivons, c'est l'ensemble de la cité scolaire de Baimbridge qui est paralysé par la grève de élèves. Face à l'ampleur que prend le mouvement, les enseignants du lycée technique et CET, assurent les élèves de leur soutien.

L'action entreprise le 7 février va donc en s'amplifiant. Les élèves ont raison de se battre comme ils le font en ce moment, c'est la seule garantie qu'ils ont d'obtenir réellement satisfaction.

Rivalités économiques entre l'Europe et le Japon

Ce n'est pas encore la guerre économique ouverte mais c'est déjà plus que de simples escarmouches.

Les pays de la Communauté économique européenne, ont en effet décidé de prendre des mesures pour limiter l'entrée des produits japonais sur le marché européen. On n'en est pas encore à un protectionnisme ouvert et déclaré. Mais chaque état dans la situation difficile que traverse l'économie des pays développés, espère toujours faire retomber ses propres difficultés sur ses voisins.

Aujourd'hui tous les Européens crient "haro sur les Japonais". On vient de taxer les roulements à billes japonais qui entrent en Europe, de 20% en plus des croix de douane habituels.

On parle aussi de limiter les ambitions et l'appétit des hommes d'affaires japonais dans le domaine de la construction navale. Ceux-ci ont en effet plus de 90% ces commandes pour leurs chantiers navals.

De même pour l'exportation d'acier, on veut la limiter et contraindre le Japon à

ne plus détourner les accords passés en faisant transiter l'acier par des pays tiers comme la Suisse, pour le faire ensuite entrer dans le Marché Commun.

Pour les automobiles c'est pareil, et pour bien d'autres produits moins importants également.

Toute cette politique s'accompagne évidemment d'appels à consommer "national". On retrouve les vieux accents patriotiques pour dire que l'ennemi, c'est la production des autres !

Cette petite guerre est bien caractéristique du système capitaliste. Quand il ne fait pas la guerre tout court, il la prépare par la guerre économique et l'exacerbation des intérêts nationaux. Ce qui entraîne aussi le déferlement du chauvinisme et de la xénophobie. Certaines émissions radiotélévisées antijaponaises ou antiallemandes en France sont révélatrices de cette mentalité. On n'en est pas encore aux hostilités guerrières, mais c'est dans cette voie-là que l'impérialisme, s'appuyant sur les états nationaux conduit à la guerre.

Martinique

ACCIDENT DU TRAVAIL À L'EDF.

APRES LA MORT D'UN OUVRIER, L'EPILOGUE JUDICIAIRE.

Le 16 février prochain, le tribunal correctionnel de Fort-de-France va juger les responsables de l'accident mortel dont un ouvrier JUSTE Raymond fut la victime. Les conditions dans lesquelles ce crime s'est produit ont déjà été dénoncées dans un tract diffusé à l'ex-SPDEM (EDF). Nous avons dénoncé le fait que toutes les règles de sécurité qui doivent protéger les travailleurs n'avaient pas été respectées. Cela, tant par l'EDF, que par la société COLLET qui employait JUSTE. La loi interdit en effet de faire tra-

vailer des ouvriers sur des pylones où passent des fils à haute tension sous tension. L'affaire doit maintenant passer devant le tribunal. Mais il serait révoltant que les vrais coupables soient couverts par leur haute situation. La direction de l'EDF et des établissements COLLET, eux qui ont oublié de faire respecter les mesures de sécurité les plus élémentaires, ont une lourde responsabilité dans la mort de JUSTE.

Il ne s'agit pas dans cette affaire de faire payer le lampiste.-

FRANCE

La peine de mort doit être supprimée

Après l'affaire Patrick Henry, le meurtrier du petit Philippe Bertrand, c'est une fois de plus le problème de la peine de mort qui se trouve posé au travers du procès de Jérôme Carrein.

Il est certain que l'assassinat d'un être humain, qu'il s'agisse d'un jeune enfant ou d'un adulte, constitue un geste odieux et révoltant. Mais dans bien des cas c'est la société capitaliste elle-même qui produit des associés, gangsters petits ou grands et assassins.

Car cette société, où l'argent fausse tous les rapports humains, déséquilibre d'innombrables individus qui réagissent en sombrant dans l'alcoolisme, la drogue ou la folie. D'autres encore se défoulent en se jetant dans le vol, le proxénétisme, le crime ou autres actes de vandalisme.

Et c'est pourtant cette société de

classes, ce système social cause et racine de tout le mal, qui prétend hypocritement sanctionner les coupables. Et c'est dans ce cadre que l'Etat bourgeois s'accorde le droit d'appliquer à certains individus la peine de mort.

Autrement dit non seulement cette société se garde bien de reconnaître ses écrasantes responsabilités, mais de plus elle commet un crime bien plus odieux que tous ceux qu'on peut lire quotidiennement dans la presse à grand tirage. Car la peine de mort ce n'est ni plus ni moins qu'un assassinat légal, perpétré de sang-froid par des gens qui se prétendent, eux, équilibrés et sains d'esprit.

Alors les révolutionnaires et l'ensemble de la classe travailleuse doivent se battre pour que soit supprimé ce supplice barbare.